

7 juillet 2018 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Suivi des engagements du One Planet Summit, déclaration du Président de la République suite à une réunion des fonds souverains

Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi d'avoir reçu aujourd'hui la Première ministre de Norvège ; merci beaucoup, chère Erna, d'être présente une fois encore à Paris, et les responsables des Fonds de Norvège, des Emirats arabes unis, du Koweït, de Nouvelle-Zélande, du Qatar, d'Arabie Saoudite, représentés par leur président, qui sont depuis hier soir à Paris. Merci à notre coordonateur pour le très bon travail qui a été fait. Les Ministres ont travaillé avec eux et nous avons pu à l'instant, avoir une séance dédiée avec Madame la Première ministre.

Ces fonds souverains étaient présents à Paris le 12 décembre dernier pour le sommet One Planet, qui a été un moment important de remobilisation de la communauté internationale contre la menace climatique. Ils ont décidé de former un groupe de travail et ont pris l'engagement, le 12 décembre, à Paris, de se doter d'un cadre commun d'analyse afin d'accélérer les efforts pour intégrer les risques et les opportunités liés à la transition vers une économie « bas carbone », à la gestion de vastes portefeuilles d'actifs de long terme.

Car il y a urgence, chacun le sait. Le changement climatique n'est pas un risque pour demain, il l'est pour aujourd'hui, et il se produit maintenant sous nos yeux, ses conséquences sont inéluctables si nous ne faisons rien, c'est l'aggravation de la pauvreté dans certains Etats, l'aggravation des inégalités, c'est le déplacement de populations en raison de la désertification, c'est la disparition de nations insulaires.

L'engagement des six fonds souverains lors du One Planet Summit n'est pas anodin. Ces fonds représentent 3 000 milliards de dollars, soit 2 à 3 % de la capitalisation boursière mondiale, et ils sont parmi les plus grands détenteurs d'actifs du monde. Autant dire qu'ils bénéficient d'une forte influence dans la communauté des investisseurs, qu'ils peuvent influencer aussi sur les entreprises dans lesquelles ils investissent afin qu'elles intègrent l'impératif climatique, sachant qu'ils possèdent une part non négligeable des entreprises cotées des économies avancées.

Au fond ce que ses six fonds souverains se sont engagés à faire le 12 décembre dernier, c'est de montrer que, alors même que ce sont – ça n'aura échappé à personne – des fonds dont le capital a été généré par les hydrocarbures, on peut décider de venir des hydrocarbures et investir dans l'action climatique. Et ce sont des fonds qui investissent dans la finance. Et ils ont décidé de montrer qu'avec la finance, on pouvait faire le bien de l'économie. Cette double transformation consistant à montrer que quand on pense l'avenir, on peut justement réussir cette transformation et savoir mettre la finance au service du bien commun, on peut utiliser le capital provenant des hydrocarbures et énergies fossiles vers la transition énergétique, c'est ce que, durant ces six derniers mois, ils se sont employés à faire.

Ces fonds souverains ont formé un groupe de travail, et ce qu'ils nous présentent aujourd'hui, c'est ce document, six mois avant la date qui était initialement prévue. Le résultat de leur mobilisation, c'est une stratégie commune pour guider les décisions d'investissement en faveur du climat. Ce document sera publié dans quelques minutes sur Internet, il nous sera présenté dans un instant. Il s'articule autour de trois principes : un principe d'alignement, un principe d'appropriation, un principe d'intégration, et ils permettent de la sorte, d'amener l'ensemble des investisseurs qui les suivent, l'ensemble des gestionnaires qui les suivent, l'ensemble des entreprises dans lesquelles ils sont impliqués, à aller vers le changement climatique, à intégrer dans leur planification de la stratégie, la gestion des risques, à intégrer dans les rapports publics, la promotion de la gestion de valeurs et à intégrer risques et opportunités liés au changement climatique dans la gestion de leurs investissements.

La publication de cette stratégie collective est une étape importante dans l'accélération de la transition vers une économie mondiale bas carbone, parce que ce document – en tout cas c'est notre objectif – doit devenir un standard. Il va devenir la référence de ses six fonds souverain en termes d'investissements. Il va conduire à peser sur la stratégie des Asset Managers et des entreprises dans lesquelles ils ont eux-mêmes investi. Il va

ensuite servir de référence aux marchés financiers qui ne prennent pas assez en compte aujourd'hui ces risques, notamment du fait d'un manque de méthode, de données, de consensus.

Ce document crée pour la première fois un consensus assumé de détenteurs d'actifs à un niveau inédit, dans la planète. Il y aura évidemment des gagnants et des perdants de ces changements. Les entreprises gagnantes seront celles qui ont correctement anticipé cet avenir inévitable, bas carbone et fondé sur l'efficacité énergétique et la résilience climatique.

Via ce document, vous envoyez un message clair : vous dites que vous voulez investir dans des sociétés qui accélèrent vers la transition, qui accélèrent vers une économie mondiale à faibles émissions, et qui sont résilientes aux risques physiques liés au changement climatique. Vous signifiez aux entrepreneurs, aux gestionnaires d'actifs, ce choix décisif.

Je tiens à remercier les membres fondateurs du groupe de travail des fonds souverains, je veux saluer le travail que vous avez accompli, les uns et les autres, de manière solidaire, pour la première fois, malgré les différences géographiques et culturelles, et je vous encourage à partager évidemment votre expérience et à rallier le plus largement possible le secteur financier dans cette lutte.

Je veux exprimer ma gratitude à Madame la Première Ministre SOLBERG, je suis très heureux qu'une fois encore, après le 12 décembre, elle soit présente à Paris pour défendre cette cause du climat pour laquelle elle s'est fortement engagée et qu'elle porte toujours activement. Nous partageons l'un et l'autre ce goût des réalisations et du concret. Et vous nous avez rendus heureux aujourd'hui, parce que vous nous apportez des résultats concrets. Et je crois que nous avons le même tempérament sur ce point, nous ne sommes pas très friands des sommets où les déclarations ne sont pas suivies d'effets. Et donc comme nous étions, l'un et l'autre, présents le 12 décembre et que nous sommes présents aujourd'hui, nous pouvons constater qu'avec vous, les effets sont au rendez-vous.

Je réunirai à New York le 26 septembre prochain, tous les acteurs publics et privés qui ont pris des engagements au One Planet Summit. Nous ferons le point avec les Nations unies et la Banque mondiale sur l'avancée des initiatives de décembre dernier. Celle-ci sera évidemment au cœur de ce point d'étape.

Je souhaite que nous puissions faire de cet événement, justement, un point de rendez-vous qui permettra de faire de ce document un standard, et qui permettra autour des six membres fondateurs d'élargir la liste de celles et ceux qui rejoindront cette initiative, s'y conformeront. Je souhaite qu'on puisse étendre la portée, encore, de ce document, et je vous donne rendez-vous dans un an pour que nous puissions faire un nouveau point d'étape sur les réalisations concrètes et les résultats que nous aurons obtenus, puisque c'est bien de cela dont nous avons besoin : de résultats.

Merci beaucoup pour votre engagement.